

Ouvrier, candidat anticapitaliste 2, rue Richard Lenoir 93 100 Montreuil

Montreuil, le 09/04/2017

Réponse à l'association végétarienne de France

Mesure 1 Supprimer l'exemption du méthane entérique de la loi sur la transition énergétique

Nous pensons que la loi sur la transition énergétique a été une vaste supercherie et nous refusons d'être liés par une loi qui pérennise le nucléaire.

Nous partageons le constat que, globalement, nous mangeons trop de viande et nous sommes favorables au développement du végétarisme et du véganisme. Mais nous ne pouvons ignorer le fait que beaucoup de gens ne peuvent pas manger de viande par manque de moyens et non pas par choix et que beaucoup de ceux qui le peuvent, mangent de la viande de mauvaise qualité (gustative, nutritionnelle ou environnementale).

La proposition que vous défendez aurait pour seul effet de réduire la consommation de viande par les plus démunis. Or, nous considérons que le capitalisme est le premier responsable du réchauffement climatique. Il faut donc s'attaquer aux racines du mal.

Votre proposition ne tient pas compte non plus des différents types d'élevage. Pourtant toutes les études montrent que les vaches élevées en système productiviste émettent plus de méthane que les vaches en système extensif. Nous reconnaissons la contribution de l'agriculture aux émanations de gaz à effet de serre, mais, en France, le protoxyde d'azote (issu des engrais azotés destinés à produire en priorité des aliments pour les animaux que nous refusons d'appeler « de ferme ») est un contributeur plus important que les pets et les rots des bovins ! Il nous semble qu'il faudrait aussi tenir compte des externalités positives de l'élevage, comme l'entretien des alpages.

Nous pensons donc que, plutôt de changer une ligne de cette loi scélérate (car elle laisse accroire que l'État français prend à bras-le-corps la question du bouleversement climatique), il faut prendre des mesures concrètes et immédiates :

- interdiction des élevages industriels, fermes-usines, élevages hors-sol
- interdiction des importations d'aliments à destination animale
- re-direction des aides vers les élevages dont les ruminants sont aux prés et dont les monogastriques ont accès à des parcours en plein air et dont l'alimentation est produite sur l'exploitation
- promotion des protéines végétales, en particulier dans la restauration collective Nous comptons aussi contrôler et mettre au pas l'agro-industrie et l'industrie agroalimentaire qui, depuis des dizaines d'années, poussent à la consommation de viande et sont à l'origine de la malbouffe.

Mesure 2

Imposer un affichage du coût climatique des produits alimentaires

À première vue, cela parait une bonne idée (et nous sommes évidemment favorables à ce que les populations soient bien informées dans tous les domaines) mais nous y voyons plusieurs inconvénients :

• nous ne pensons pas que les seuls consommateurs, fussent-ils renommés consom'acteurs, puissent influer de manière significative sur le réchauffement climatique, ou d'autres questions environnementales, d'ailleurs. La lutte est trop inégale face au capital, à l'agroindustrie, à la publicité, aux grandes surfaces... C'est pour cette raison que nous prônons la fin de la publicité et le contrôle de l'agro-industrie. Pour « consommer intelligemment »



Ouvrier, candidat anticapitaliste 2, rue Richard Lenoir 93 100 Montreuil

Montreuil, le 09/04/2017

comme vous le préconisez, il faut pouvoir le faire librement, ce qui n'est pas le cas actuellement.

- sans faire de jeu de mots avec la question précédente, la mis en place de cet affichage serait une usine à gaz. Pour être efficace, un tel système se devrait d'être précis. Pas question donc d'avoir un coût climatique pour « la » tomate, il faudrait avoir un coût différent selon la variété, selon la saison, selon la distance entre le consommateur et le producteur, en fonction des techniques culturales (en plein champ ou sous serre, sous serre froide ou sous serre chauffée, sous couvert végétal ou après labour....), en bio ou pas, etc.
- la formule « trop d'information tue l'information » est particulièrement vraie en ce qui concerne l'alimentation. Nous ne pensons pas que le temps libre que nous comptons libérer en diminuant le temps de travail doive être consacré à l'étude des étiquettes des emballages alimentaires. Nous pensons que nous devons collectivement et démocratiquement (producteurs, consommateurs, scientifiques, personnel de santé, etc.) décider de ce qu'il faut produire en tenant compte de tous les critères (sanitaires, nutritionnels, environnementaux, sociaux et nous insistons sur ce point, les conditions de travail et les salaires des travailleurs du secteur alimentaire doivent aussi être prises en compte).

En ce qui concerne plus précisément le climat, plutôt que d'affichage nous préférons donc des mesures concrètes :

- interdiction des intrants chimiques en agriculture
- localisation des productions alimentaires au plus près des consommateurs
- interdiction des élevages industriels, fermes-usines, élevages hors-sol, et de la maltraitance animale
- stopper le gaspillage
- permettre à chacun de manger à sa faim une alimentation de qualité, car il y a aussi un coût environnemental (en plus du coût social et humain) aux personnes mal ou sous-nourries qu'il faut soigner, hospitaliser
- réduction massive du temps de travail qui permettra à tous ceux qui le souhaitent de jardiner et cuisiner.

Mesure 3

Abroger les textes de loi imposant les protéines carnées dans les écoles

Cet arrêté semble destiné à satisfaire les demandes des différents secteurs de l'agroindustrie plutôt qu'à satisfaire les besoins nutritionnels des enfants. De nouvelles recommandations seront établies en tenant compte de toute la recherche indépendante sur la santé et la nutrition. Ces repas végétariens résoudraient aussi les problèmes liés aux cultes. (Il est anormal que des des enfants, se voient proposer systématiquement des œufs (omelettes) comme repas de substitution, ou pas de substitution du tout. Pour des raisons de coût et de difficulté à proposer 2 menus, des communes ou des associations envisagent de servir uniquement des repas végétariens, nous soutenons ces initiatives.)

Mesure 4

Mettre en place des menus végétariens alternatifs dans la restauration collective

Nous dénonçons l'impact négatif sur la santé d'une grande consommation de viande. Néanmoins nous ne sommes pas favorables au retrait complet des protéines animales des repas servis en collectivité, mais plutôt à la réduction. Les personnes doivent avoir le choix.



Ouvrier, candidat anticapitaliste 2, rue Richard Lenoir 93 100 Montreuil

Montreuil, le 09/04/2017

Nous préconisons d'introduire des menus végétariens à chaque repas, et d'en faire la promotion par une information complète et claire. La limite de 80 couverts ne nous semble pas pertinente.

Mesure 5

Mettre en place une politique agricole de transition vers un modèle plus végétal

Emploi : Nous interdirons les élevages industriels, les fermes-usines, les élevages hors-sol et par conséquent ne permettrons pas l'entrée de nouveaux actifs dans ces métiers. Aides : Les aides seront redéployées vers les petites structures respectueuses de l'environnement. Nous considérons que les productions doivent être décidées de manière démocratique en associant, entre autres, producteurs et consommateurs.

Recherche : La recherche publique sera consacrée au développement d'une agriculture respectueuse de l'environnement et non dépendante aux intrants chimiques

Mesure 6

Mettre en place une politique économique de transition vers un modèle plus végétal Nous approuvons vos propositions en matière de RECHERCHE (développer la recherche publique sur les filières végétales et les légumineuses) et de FORMATION (redéfinir le contenu de l'enseignement agricole) de RESTAURATION (développer la formation des restaurateurs en cuisine végétale) de COMMANDES PUBLIQUES (favoriser les produits végétaux dans les restaurants dépendant de l'État). Plutôt que de mettre en place une taxe carbone qui sera forcément inefficace (car il faudrait taxer à 800 euros la tonne de carbone, ce qui est impossible) dans le cadre d'une économie de marché, nous préconisons des mesures incitatives et des obligations pour instaurer une agriculture paysanne, écologique, créatrice d'emplois correctement payés.

Mesure 7

Interdire l'intervention des lobbies agroalimentaires de produits à risque pour la santé dans les établissements scolaires

Voir réponse ci-dessous

Mesure 8

Information et sensibilisation aux bénéfices des protéines végétales

Notre réponse aux mesures 7 et 8 :

Nous bannissons toute intervention commerciale des firmes à l'école. Si une information sur la santé et en particulier sur la santé alimentaire est nécessaire et souhaitable, elle doit être faite par un personnel spécialisé et formé (infirmièr.e et médecin scolaires, assistant.e social.e...) et y associer les parents. L'incitation à diminuer fortement les protéines animales et la promotion des protéines végétales (pour valoriser les menus végétariens) passent par ces actions pédagogiques simples.

Mesure 9

Former les médecins et les personnels de santé sur les liens entre alimentation et santé Voir réponse ci-dessous



Ouvrier, candidat anticapitaliste 2, rue Richard Lenoir 93 100 Montreuil

Montreuil, le 09/04/2017

Mesure 10 Organiser une vaste campagne de santé publique en faveur d'une alimentation plus végétale

Nous sommes d'accord avec vos propositions (mesure 9 et mesure 10). L'alimentation joue un rôle essentiel dans le maintien en bonne santé de l'organisme, dans la prévention des maladies voire dans la guérison. Des actions de formation du personnel soignant doivent être menées pour leur permettre d'appréhender la diététique et l'alimentation autrement que par le prisme de l'équilibre alimentaire qui ne veut rien dire dans le cadre d'une agriculture mitée par la chimie et les habitudes alimentaires contaminées par une surcharge de protéines animales

L'équipe de campagne de Philippe Poutou Pour Philippe Poutou

TW